



QUESTIONS LES PLUS FRÉQUENTES

Que propose l'initiative?

La Suisse ne doit pas produire et importer plus que ce que notre environnement peut supporter, et donc ne pas utiliser plus de ressources que ce que la terre produit, ainsi que ne pas émettre plus de polluants que la terre ne peut absorber. Pour cela, nous utilisons le concept des limites planétaires.¹ Celles-ci permettent de définir la quantité de pollution – dans différents domaines – que la terre peut absorber avant que les écosystèmes actuels soient directement menacés. Concrètement, cette initiative a pour but que la Suisse réduise son impact environnemental pour pouvoir respecter ces limites planétaires d'ici dix ans. La mise en œuvre des mesures pour atteindre ce but doit être socialement acceptable.

QUESTIONS SUR LES LIMITES PLANÉTAIRES

Mais qu'est-ce que c'est les limites planétaires ?

Les limites planétaires déterminent la capacité de charge maximale de la terre. Le concept vient d'un groupe de chercheur·euse·s du Stockholm Resilience Center.² Elles définissent les limites qu'on ne doit pas dépasser pour « rester dans une marge de manœuvre sûre pour l'humanité ». Notre initiative se concentre sur les limites liées au changement climatique, la perte de biodiversité, la consommation d'eau, le changement d'utilisation des sols et les apports d'azote et de phosphore. Le dépassement de ces limites signifie l'attaque des bases naturelles nécessaires à la vie sur terre, ce qui fragilise nos moyens de subsistance. Pour les limites liées au climat et à la biodiversité, nous risquons de franchir des points de non-retour à partir desquels les changements appliqués aux écosystèmes deviendront irréversibles.³

Que se passe-t-il lorsqu'on dépasse les limites planétaires ?

Si nous dépassons les limites planétaires, les conditions stables de nos écosystèmes peuvent être bouleversées. Plus nous franchissons largement une limite, plus les risques de dégradation sont élevés. Ces dégradations mettent directement en danger les moyens de subsistance de l'humanité. Certains effets dramatiques de ces dépassements sont déjà visibles : vagues de chaleur, ouragans de plus en plus fréquents, incendies, pollution des eaux, sols surfertilisés ou disparition des insectes sont des conséquences de la surconsommation de nos ressources naturelles ou de l'excès de polluants. De plus, les effets de ces différents dépassements de limites peuvent se renforcer mutuellement, accroissant encore le danger pour l'humanité.

¹ [Planetary Boundaries, Stockholm Resilience Centre, abgerufen am 10. November 2021](#)

² [A safe operating space for humanity, Rockström J. et al., 2009](#)

³ [Die Biosphären Bombe: schon 2060 kapituliert die Erde vor den CO2-Massen, Odenwald M., 2019](#)



A quel point dépassons-nous les limites planétaires ?

La situation est critique, que ce soit au niveau suisse ou mondial. Déjà 5 des 6 limites planétaires que notre initiative mentionne sont dépassées.⁴ Au niveau mondial, la seule limite que nous n'avons pas encore dépassée est celle relative à la consommation d'eau. Or, la consommation d'eau augmente chaque année et sa pollution s'accroît, ce qui limite la consommation potentielle.

QUESTIONS SUR LE TEXTE D'INITIATIVE

Pourquoi un délai de 10 ans?

Les scientifiques sont unanimes: lorsqu'il s'agit de lutter contre les crises environnementales, les dix prochaines années seront cruciales. Nous n'aurions jamais dû dépasser les limites planétaires. Pour préserver l'avenir de l'humanité, nous devons maintenant les respecter le plus vite possible, en agissant rapidement et de manière décisive. Les financements ainsi que les technologies nécessaires pour lutter contre ces crises existent, ce qu'il nous faut maintenant c'est une réelle volonté politique, accompagnée de délais clairs et contraignants.

La justice sociale et la protection de l'environnement ne sont-elles pas des principes contradictoires ?

La lutte contre les crises environnementales a des buts par essence sociaux. La protection de l'environnement coûte bien moins cher que les frais potentiels d'un changement climatique non maîtrisé.⁵ Notre initiative se veut également solidaire : nous demandons à la Suisse d'agir rapidement pour laisser plus de temps aux pays moins privilégiés. De plus, les mesures prises en Suisse ou à l'étranger doivent être socialement acceptables, c'est-à-dire que le coût de changements ne doit pas se faire au détriment des personnes déjà défavorisées, mais au contraire, œuvrer pour l'égalité.

Qu'est-ce que ça changera si la Suisse met en œuvre ces objectifs ?

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de plusieurs accords internationaux que la Suisse a signés. Parmi eux se trouvent l'accord de Paris sur le climat, « l'Agenda 21 » pour le développement durable et la convention pour la diversité biologique. La Suisse dispose peut-être des meilleures conditions pour avoir un rôle de modèle : nous avons de l'argent, des technologies performantes et une démocratie stable. De plus, la Suisse est responsable de beaucoup de dommages environnementaux en comparaison au reste de la population mondiale. En effet, la Suisse consomme trois fois plus de ressources par habitant-e que celles qui seraient réellement disponibles en utilisant ce que peut produire une terre. Cela place notre pays à la troisième place des plus grands consommateurs de ressources en Europe.⁶

⁴ [Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet, Steffen W. et al., 2015](#)

⁵ [Das Teuerste beim Klimaschutz ist, nichts zu tun, Knutti R. in NZZ am Sonntag, 09.10.2021](#)

⁶ [Klima Fussabdruck - Wieso die Schweiz auf dem dritten Platz landet, SRF, 01.10.2019](#)



QUESTIONS SUR LES EFFETS

Quelles sont les conséquences sur l'économie ?

L'économie peut continuer à fonctionner si nous disposons de terres et de ressources qui peuvent être gérées à long terme et qui ne sont pas submergées par une crise après l'autre. L'initiative pour la responsabilité environnementale donne à l'économie un cadre logique : les moyens de subsistance profitables à l'humanité autant qu'aux autres espèces ne doivent pas être détruits. Notre économie va devoir changer radicalement, soit pour prévenir et empêcher les crises environnementales, soit à cause des effets des crises elles-mêmes. Agir dès maintenant est une vraie opportunité pour nous, pour choisir le monde de demain en conservant une bonne qualité de vie, une alimentation saine et des emplois durables plutôt qu'en subissant la crise sans y être préparé·e·s.

Quelles sont les implications pour la vie des personnes en Suisse ?

Le "business as usual" n'est pas une option : soit nous changeons nos systèmes de production et de consommation dès maintenant et évitons les crises environnementales, soit nous devons le changer plus tard sous la contrainte des famines et de pénuries de ressources. Nous sommes convaincu·e·s que les gens ont plus à gagner qu'à perdre dans ce processus : au lieu de la surconsommation, une économie écologique offre plus de temps libre et de loisirs tout en préservant les moyens de subsistance de nos descendant·e·s. Nombre de ces mesures sont à peine perceptibles dans la vie quotidienne de la population Suisse : objectifs de réduction d'émissions de gaz à effets de serre juridiquement contraignants pour le secteur financier, mesures d'efficacité générale, promotions de matériaux de constructions durables, réduction du gaspillage alimentaire. D'autres mesures peuvent améliorer significativement les conditions de vie pour tout·e·s : politique d'habitat durable ("ville de courtes distances"), réduction du temps de travail, période de garantie contre l'obsolescence programmée des appareils électroniques. C'est à nous - en tant que société - de décider comment ce changement prendra forme.⁷

QUESTIONS SUR LA MISE EN PLACE

Comment mettre tout ça en place ?

Le texte d'une initiative n'a pas les compétences pour préciser la manière dont une loi sera mise en œuvre. La concrétisation de ses principes sera déterminée par le parlement. Ce qui est clair cependant, c'est que le « business as usual » n'est pas une option. Nous avons besoin d'investissements majeurs dans la transition écologique, de commerce équitable ainsi que de lois et de limites claires pour la protection de l'environnement. Tout cela dans une économie plaçant le bien-être des personnes et de l'environnement en priorité.

A quoi peut ressembler une mise en œuvre socialement acceptable ?

⁷ [Klimaaktionsplan, Climate Strike Switzerland, 08. Januar 2021](#)



Les crises environnementales renforcent les inégalités existantes - les inégalités de genres par exemple. La lutte contre les crises environnementales est donc intrinsèquement sociale. Les instruments concrets d'une mise en œuvre socialement acceptable peuvent être une restructuration écologique de tous les secteurs économiques et sociaux, afin que des biens et services tels qu'une mobilité durable, des logements écologiques ou une alimentation saine deviennent et restent accessibles pour tout·e·s. Cela peut se faire par des subventions ciblées, par exemple pour l'agriculture biologique ou les énergies renouvelables, ainsi que par un développement massif des infrastructures publiques telles que les transports en commun. Les taxes incitatives sur les activités nuisibles à l'environnement doivent être conçues dans le but qu'une partie des recettes soit remboursée à la population. Cela devra profiter en particulier aux personnes les moins stables financièrement.

Comment la transition écologique peut-elle être financée?

Ces investissements peuvent être financés – par exemple – grâce à des taxes d'incitation, l'assouplissement du frein à l'endettement ou par une taxe environnementale solidaire prélevée chez les personnes les plus riches de Suisse. La suppression des subventions aux activités anti-écologiques permettrait à la fois d'inciter au changement tout en investissant ces fonds ailleurs. Selon une étude de l'Institut fédéral des recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), la Confédération verse à elle-seule 40 milliards de francs suisses par an dans des subventions qui nuisent à la biodiversité.⁸

La mise en œuvre demanderait-elle trop d'efforts bureaucratiques?

La mise en œuvre d'une telle initiative créerait bien sûr de grands changements, mais l'effort est réalisable. L'UE exige déjà que le « cycle de vie » de nombreux produits soit défini afin d'informer les consommateur·ice·s.⁹ De nombreuses entreprises se lancent dans ces évaluations d'impact environnemental, tandis que les grandes entreprises ont les moyens d'organiser leur propre département de durabilité. Notre initiative définit des objectifs clairs, cela signifie que nous devons analyser de plus près les impacts de notre économie – et notre environnement doit en valoir la peine.

⁸ [Über 160 Subventionen schaden der Biodiversität in der Schweiz, Lässig R., 24.08.2020](#)

⁹ [Anwendung gemeinsamer Methoden zur Messung und Offenlegung der Umweltleistung von Produkten und Organisationen, Amtsblatt der Europäischen Union, 4.5.2013](#)